***Le Maire/Président expose :***

*Que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Charente-Maritime, dans le cadre des missions de conseil qui lui sont dévolues par la loi, effectue un contrôle des dossiers de liquidation pour une retraite CNRACL et des dossiers annexes (rétablissement, régularisation, validation de services…) pour le personnel des communes et des établissements qui adhérent à ce service,*

*Considérant la nécessité de demander au Centre de Gestion de traiter ce type de dossiers,*

*S’agissant d’une mission facultative du Centre de Gestion, il convient de passer une convention entre la commune ou l’établissement de ……………………………………….. et cet établissement.*

***Après avoir pris connaissance du contenu de la convention, et en avoir délibéré, le Conseil Municipal / le Conseil d’Administration / le Comité Syndical / le Conseil communautaire :***

***DÉCIDE, à l’unanimité,***

*d’autoriser Monsieur/Madame le Maire/Président, à signer la convention relative à l’adhésion au service retraite du Centre de Gestion de la Charente-Maritime.*